

objectifs socio-économiques plutôt que des objectifs de production;
— l'élimination de tout un palier de contrôles administratifs intermédiaires entre les entreprises et les ministères;
— de meilleures possibilités de développement pour les petites firmes dynamiques, y compris l'accès à l'investissement de l'étranger et les entreprises en coparticipation avec l'étranger, la possibilité d'acquérir directement des licences et des brevets, de garder en banque des devises fortes et de conclure des accords commerciaux directs (court-circuitant les offices de commercialisation de l'État);
— le renforcement de l'action des banques sur le plan de la vérification de la situation financière des entreprises, et non pas uniquement comme dispensatrices de fonds publics;
— la mise en place de mécanismes d'autogestion des entreprises par les travailleurs (processus encore suspendu sous l'empire de la loi martiale).

Bien que ces politiques soient susceptibles d'améliorer le cadre d'action des chefs d'entreprise, on ne sait pas encore si les autorités publiques ont pris conscience de l'importance de la motivation des gestionnaires et de la qualité de la gestion elle-même.

Le gouvernement reconnaît qu'en raison non seulement d'un marasme économique profond, mais également de processus bureaucratiques bien ancrés dans l'économie centralisée, il est encore nécessaire de maintenir la réglementation des prix, les objectifs de production, le contrôle des changes et la répartition des matières premières peu abondantes. Il a accru les prix des denrées de 400% (certains prix n'avaient pas changé depuis quinze ans), tout en accroissant graduellement les salaires et les avantages sociaux des groupes défavorisés, et en imposant un rationnement. Les autorités espèrent que ces réglementations ne seront que transitoires et, selon elles, l'économie du pays s'est redressée en 1982.

Toutefois, nombreux sont les Polonais qui hésitent à croire à une relance économique, à moins que la politique étrangère des puissances occidentales ne soit modifiée.

Une politique étrangère plus réaliste

Les autorités polonaises conviennent que les sanctions économiques des pays occidentaux ont eu un effet néfaste, pour ne pas dire désastreux, sur la Pologne. Partout dans le pays, ce ne sont qu'usines et qu'immeubles inachevés, en raison de la limitation des crédits de l'étranger et de la pénurie de matériaux et d'équipement. Les nouvelles fermes avicoles conçues par les Américains, par exemple, ne peuvent fonctionner sans l'importation de nourriture en granules pour volaille. Par conséquent, le poulet est devenu la viande la plus chère au pays plutôt que d'être à la portée de tout le monde.

Bien que la pression de l'Occident, sous l'égide des États-Unis, ait accéléré, pensent certains, l'abrogation de nombreuses stipulations de la loi martiale, il serait peut-être plus exact de dire que le gouvernement polonais